

Schroders
Global Investor Study 2016

Objectifs d'investissement : loin des attentes ?



Schroders

Sommaire

Page

Aperçu	3
Pourquoi les gens investissent-ils ?	4
Horizons d'investissement	4
Attentes vis-à-vis des investissements.....	5
Prévisions de longévité	6
Les raisons qui poussent à investir.....	7
Investisseurs privés	7
Conseillers financiers.....	7
La génération Y.....	7
Conclusion	8

Aperçu

En définitive, tout est une question de revenu. C'est une des principales conclusions de l'enquête Schroders Global Investor Study 2016.

Cela peut être pour financer sa retraite ou les études de ses enfants, ou encore simplement pour obtenir un complément de salaire. Quelle qu'en soit la raison, la plupart des gens investissent en vue de se créer un revenu, même s'ils ne comptent pas toujours dessus dans l'immédiat.

Malheureusement, notre enquête montre que les investisseurs ont des niveaux très variables de compréhension des éléments entrant en ligne de compte dans la création du revenu qu'ils visent. Ainsi, on voit que même s'ils ont une perception réaliste de la durée pendant laquelle ils vivront à la retraite, les investisseurs ont parfois des attentes disproportionnées par rapport au revenu que l'on peut raisonnablement générer dans les conditions de marché actuelles.

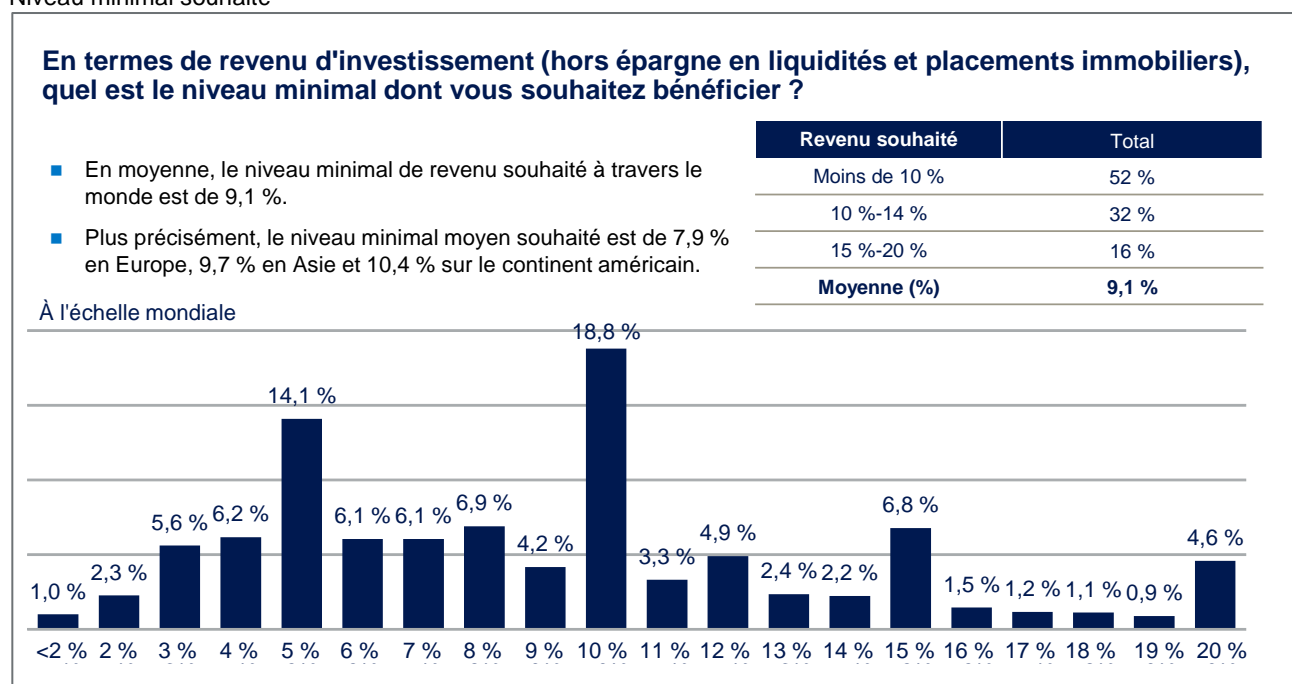
Prenons l'exemple de la retraite, qui, naturellement, reste une priorité pour la plupart des investisseurs. Les personnes interrogées estiment que l'obtention d'un revenu pour leur retraite est l'une des principales raisons qui les poussent à investir, et elles reconnaissent dans l'ensemble qu'elles pourraient avoir besoin de ce revenu pendant vingt ans, voire plus. Cependant, elles sont relativement peu nombreuses à comprendre l'engagement financier que cela représente. Les sommes nécessaires pour constituer un revenu à la retraite dépendent à la fois de la longévité des investisseurs et de la performance de leurs placements ; pourtant, il semble qu'un seul facteur de cette équation soit réellement bien perçu.

Or ce manque de compréhension a des conséquences importantes pour les prévisions financières à long terme, en particulier sur les attentes de performance et sur les horizons de placement que se fixent les investisseurs.

Les attentes de performance à long terme des investisseurs (y compris des conseillers financiers) semblent notamment beaucoup trop élevées. Par exemple, il apparaît qu'en moyenne les investisseurs privés dans l'ensemble du monde espèrent un revenu de 9,1 % (voir graphique ci-dessous), alors que les taux d'intérêt avoisinent ou atteignent des niveaux historiquement faibles dans de nombreux pays, ce qui expose à un grand risque de déception.

Graphique 1 : revenu d'investissement - Investisseurs privés

Niveau minimal souhaité



Des attentes aussi élevées seraient plus réalistes si les investisseurs étaient prêts à prendre un certain niveau de risque pour atteindre leurs objectifs, mais notre enquête révèle que la préservation du capital fait également partie de leurs priorités.

En ce qui concerne les horizons de placement, les investisseurs privés prévoient une durée d'investissement d'environ trois ans en moyenne, contre environ quatre pour les conseillers financiers. Si ce type d'horizon peut convenir aux liquidités et aux placements dans certains types d'obligations, il se révèle souvent trop court pour lisser l'effet de volatilité accompagnant les investissements en actions.



Moins d'un cinquième des personnes interrogées prévoient de rester investies pendant au moins cinq ans, alors que c'est la durée minimale réaliste pour un placement sur les marchés d'actions. Et cette tendance est particulièrement inquiétante au sein de la génération dite « du Millénaire », dont les deux tiers privilégient une durée de détention des actifs inférieure à un an.

Le principal risque est donc que ces deux malentendus (la conviction que les marchés vont croître plus que de raison et que les investissements produiront un revenu beaucoup plus élevé que ce qui sera probablement le cas) poussent les investisseurs à ne pas épargner assez pour atteindre leurs objectifs financiers. Cumulé sur un horizon de 20 à 30 ans, cet écart entre attentes et réalité peut devenir très important, et constitue à ce titre un véritable motif d'inquiétude à l'issue de notre enquête.

Pourquoi les gens investissent-ils ?

D'après notre enquête, les enfants sont une des principales raisons qui poussent à investir : presque un quart (23 %) des répondants investissent pour procurer un revenu à leurs enfants, et un cinquième pour financer leurs études. Une tendance parfaitement compréhensible dans la mesure où selon le Centre for Economics and Business Research¹, le coût moyen de l'éducation d'un enfant s'établit à 298 857,39 €, soit 65 % de plus qu'en 2003.

Toutefois, pour un grand nombre de personnes interrogées, l'investissement est surtout motivé par la volonté d'obtenir un revenu à la retraite (45 % des répondants, soit presque la moitié, investissent pour compléter leur pension ou annuité de retraite). Cela étant, une proportion similaire (44 %) investit pour bénéficier d'une appréciation de son capital et/ou compléter son salaire ou un autre revenu (43 %). En revanche, assez peu de personnes investissent pour obtenir leur unique source de revenu (13 %) ou pour rembourser des mensualités/payer un loyer (12 %).

À noter qu'au Royaume-Uni, il serait intéressant d'étudier comment évolue la perception des investisseurs à mesure qu'ils deviennent de plus en plus acteurs de leurs revenus à la retraite du fait de l'évolution de la réglementation. Il se peut en effet que les gens commencent à considérer différemment l'investissement d'une manière générale maintenant qu'ils ont davantage l'occasion de gérer leur propre pension de retraite.

Horizons d'investissement

On dit habituellement que la durée minimale recommandée pour un investissement en actions est de cinq ans, car c'est une période suffisamment étendue pour inclure les fluctuations à la hausse et à la baisse des marchés au cours d'un cycle normal (même si, comme toujours en matière de placement, rien n'est jamais vraiment garanti).

À titre d'exemple, l'analyse² du S&P 500 entre 1927 et 2014 réalisée par Ritholtz Wealth Management montre que l'indice du marché américain a enregistré une performance positive dans 88 % des périodes de cinq ans. Précisons que la performance du marché a été positive dans 94 % des périodes de dix ans, et dans 100 % des périodes de vingt ans.

Pourtant, il ressort de notre enquête que la durée moyenne de placement prévue par les investisseurs privés n'est que de 3,2 ans. Comme on le voit dans le graphique ci-dessous à gauche, moins d'un cinquième (18 %) des répondants prévoient des durées de placement de plus de cinq ans, tandis que presque un tiers (31 %) ne restent investis que moins d'un an.

Ce constat vient confirmer d'autres études montrant que les investisseurs se placent de plus en plus dans un horizon de court terme. Ainsi, la dernière enquête de la Investment Association Asset Management³, qui pour sa part identifie un horizon moyen d'investissement légèrement plus long (entre 4 et 4,5 ans), suggère que cela peut être dû en partie au progrès technologique et au développement des plateformes, qui permettent aux investisseurs et aux conseillers financiers de mieux suivre les performances et de modifier plus facilement les placements.

On voit que dans une certaine mesure, le court-termisme des investisseurs privés se reflète dans l'attitude de leurs conseillers financiers. Alors que la durée moyenne de détention recommandée aux clients est de 4,3 ans (graphique ci-dessous à droite), plus de la moitié des conseillers financiers (52 %) recommandent des placements inférieurs à quatre ans, ce qui peut être

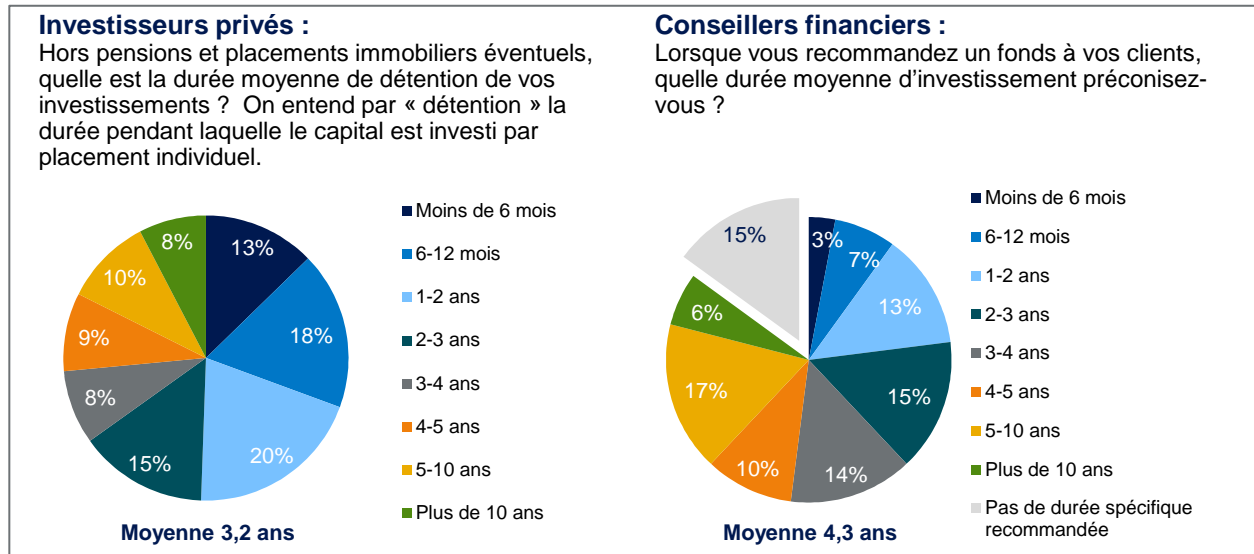
¹<http://www.cebr.com/>.

²<http://awealthofcommonsense.com/2015/03/whats-considered-long-term-in-the-stock-market/>.

³<http://www.theinvestmentassociation.org/assets/files/research/2015/20150914-ams2014-2015-fullsurvey.pdf> (Figure 61).

Graphiques 2 et 3 : durée d'investissement

Durée d'investissement



dû au fait que ces conseils portent aussi sur d'autres classes d'actifs comme les obligations, ou par leur volonté de se soumettre aux exigences de leurs clients. Quelles qu'en soient les raisons, il est évident que d'autres efforts doivent être déployés pour convaincre les investisseurs et leurs conseillers financiers de laisser les placements en actions développer tout leur potentiel d'appréciation sur le long terme et de faire confiance à l'effet de cumul.

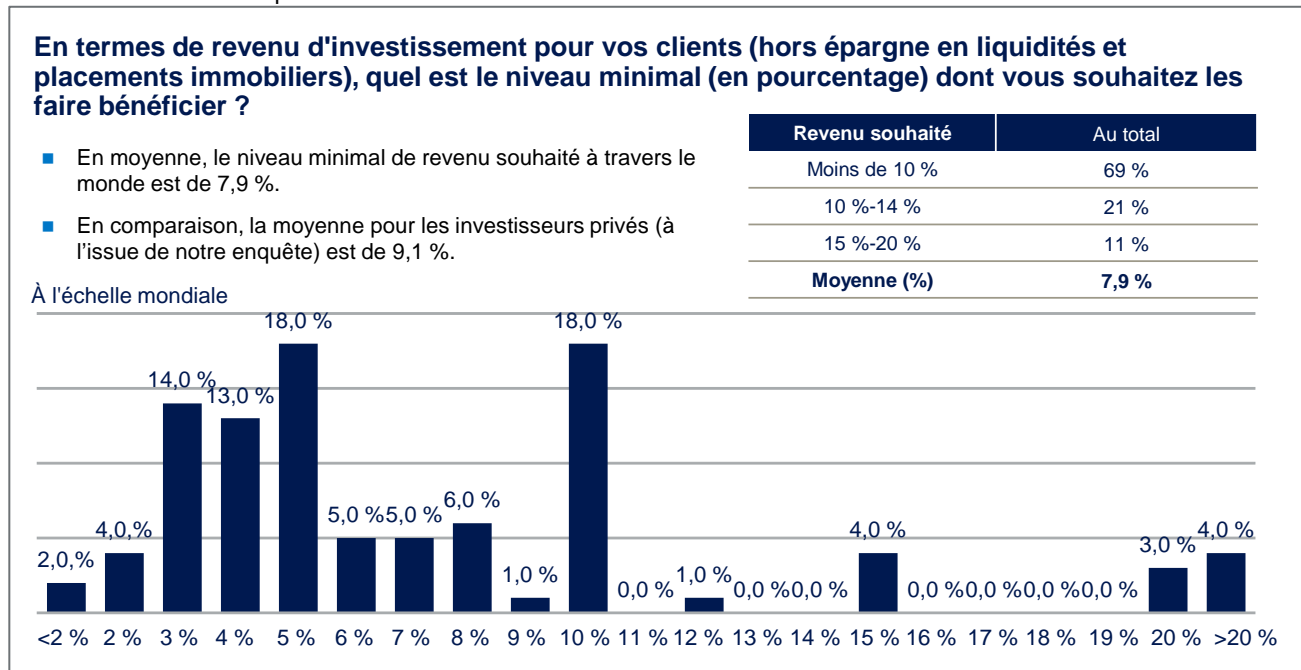
Attentes vis-à-vis des investissements

Une autre grande conclusion de notre enquête est que les investisseurs semblent nourrir des attentes dignes d'une autre époque, à savoir celle où les taux d'intérêt dépassaient fréquemment les 5 %. Dans l'ensemble, les investisseurs privés disent espérer un revenu minimal moyen de 9,1 % par an et le montant minimal que les conseillers financiers veulent générer pour leurs clients est à peine plus réaliste, à 7,9 % par an en moyenne.

À noter que ces résultats sont biaisés dans une certaine mesure par la présence d'un petit nombre d'investisseurs ayant des attentes extrêmement élevées : comme on voit dans le graphique ci-après, 18 % des conseillers financiers visent un revenu de 10 % et 7 % d'entre eux visent un revenu d'au moins 20 %, alors que presque la moitié (49 %) ont des anticipations plus raisonnables comprises entre 2 % et 5 %. La répartition est différente parmi les investisseurs privés, dont 28 % visent un revenu de l'ordre de 2 % à 5 %, tandis que 16 % des répondants attendent une performance d'au moins 15 %.

Graphique 4 : revenu d'investissement – Conseillers financiers

Niveau minimal souhaité pour les clients



Pour replacer ces anticipations dans leur contexte, précisons que tous les grands marchés (Royaume-Uni, zone euro, États-Unis et Japon) pratiquent des taux d'intérêt inférieurs ou égaux à 0,5 %, et que fin mai 2016, les rendements souverains à 10 ans étaient inférieurs à 2 % au Royaume-Uni et aux États-Unis, et négatifs dans la zone euro et au Japon.

Dans le même temps, le rendement de l'indice MSCI World est inférieur à 3 % et celui du FTSE All-Share ne dépasse pas 4 %. Si l'on adopte une vision de plus long terme avec l'étude Barclays Equity Gilt Study⁴, sur plus de 100 ans la performance moyenne des marchés d'actions s'est établie à 5,1 % par an, contre 1,2 % pour les marchés obligataires.

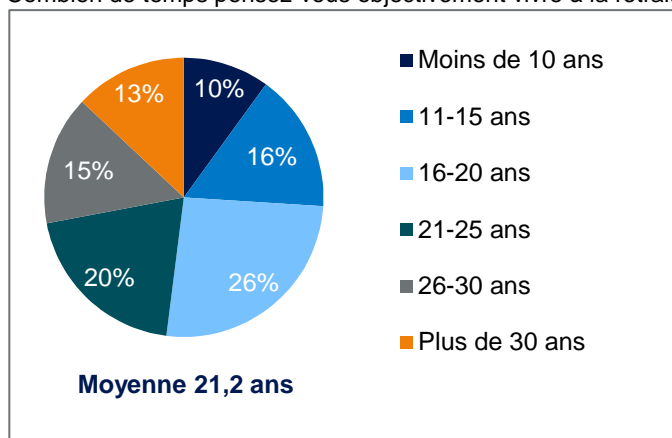
Manifestement, les investisseurs et leurs conseillers financiers surestiment largement la performance à venir de leurs placements, un malentendu qui risque d'avoir des conséquences graves sur l'attitude d'épargne à long terme. Après tout, si l'on suppose un taux de performance de 9,1 % par an pendant 20 ans, il suffit d'épargner 200 € par mois pour obtenir le revenu confortable de 135 286 € ; en revanche, avec un taux plus réaliste de 4 %, ce revenu se réduit à 73 345 €.

Prévisions de longévité

Contrairement à leurs attentes excessives en termes de revenu, les particuliers semblent avoir une idée beaucoup plus réaliste de la durée qu'ils passeront vraisemblablement à la retraite : comme le voit ci-dessous, la réponse moyenne s'établit à un peu plus de 21 ans. Seulement 10 % des personnes interrogées estiment qu'elles passeront moins de 10 ans à la retraite et 13 % qu'elles seront retraitées pendant plus de 30 ans.

Graphique 5 : durée prévue de vie à la retraite

Combien de temps pensez-vous objectivement vivre à la retraite ?



Si l'on prend l'exemple du Royaume-Uni, cette moyenne de 21 ans correspond globalement avec les chiffres du dernier rapport du Bureau national des statistiques (ONS)⁵, duquel il ressort que les hommes et les femmes qui ont eu 65 ans entre 2012 et 2014 devaient pouvoir vivre encore pendant 18 à 20 ans.

⁴https://wealth.barclays.com/en_gb/smartinvestor/better-investor/investing-lessons-from-114-years-of-data.html.

⁵<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/birthsdeathsandmarriages/lifeexpectancies>.

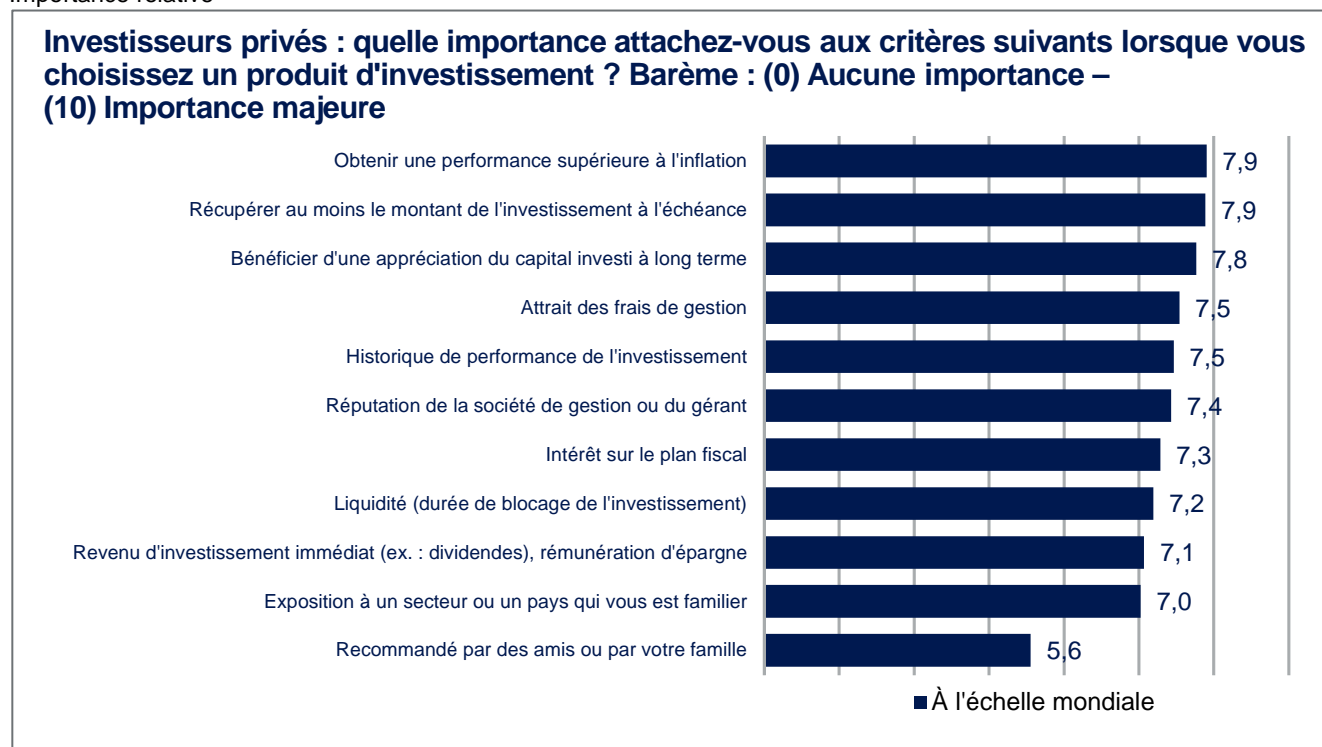
Les raisons qui poussent à investir

Investisseurs privés

Les taux de rémunération des comptes d'épargne étant très souvent négligeables, l'une des principales raisons de prendre un risque supplémentaire en investissant en actions ou en obligations est la nécessité de se prémunir contre l'inflation. Un avis partagé par nos répondants, qui estiment que c'est pour eux la principale raison d'investir, aux côtés de la préservation du capital (comme on le voit sur le graphique ci-après, ces deux raisons obtiennent un score de 7,9 sur 10).

Graphique 6 : facteurs d'investissement

Importance relative



Juste après viennent la volonté de bénéficier d'une appréciation du capital (7,8) et celle de profiter de frais de gestion avantageux (7,5). L'historique de performance du produit obtient le même score, malgré toutes les mentions légales concernant la fiabilité des performances passées. De façon assez étonnante, on voit qu'en revanche la disponibilité immédiate d'un revenu d'investissement ne fait pas partie des priorités des investisseurs, qui classent cette raison au 9^{ème} rang des 11 affirmations proposées.

Conseillers financiers

Comme on peut s'y attendre de la part de professionnels payés pour aider leurs clients à atteindre leurs objectifs financiers, les conseillers ont tendance à partager les priorités de leurs clients lorsqu'ils recommandent un produit. La préservation du capital est un des deux principaux arguments avancés (à 7,9, comme la possibilité d'appréciation du capital), et avec 6,4, le potentiel de revenu immédiat est la raison la moins invoquée.

Comme leurs clients, les conseillers tiennent beaucoup compte de l'historique de performance (7,5) et de la réputation de la société de gestion d'actifs (7,4) ; en revanche, ils accordent moins d'importance au niveau des frais de gestion, qui ne sont qu'au 9^{ème} rang sur 11.

La génération Y

La génération du Millénaire, qu'on appelle aussi la « génération Y », a adopté de nouveaux modes de pensée. Ainsi, d'après la dernière enquête Deloitte Millennial Survey⁶, cette génération de personnes nées entre le début des années 80 et les années 2000 aurait une conception différente des entreprises. Elle nourrit une certaine méfiance envers les « grands groupes », et dans le même esprit, elle est moins fidèle à ses employeurs que ne l'étaient les générations précédentes.

Or cette différence de conception pose des défis aux sociétés de gestion d'actifs, car non seulement les investisseurs de cette génération sont moins susceptibles d'investir sur le long terme ou de rester fidèles à certaines marques, mais en plus, leur tendance à changer plus souvent d'emploi est un obstacle à la constitution de l'épargne salariale. Ce sont des problématiques qui

⁶<http://www2.deloitte.com/global/en/pages/about-deloitte/articles/millennialsurvey.html>

ressortent de l'enquête Schroders Global Investor Study 2016 : ainsi, les investisseurs de la génération Y ont répondu qu'en moyenne, la durée de leurs placements de plus d'un an était plus courte que celle de leurs aînés (2,3 ans contre 3,9 ans) et les deux cinquièmes (41%) d'entre eux reconnaissent avoir un horizon de placement inférieur à 12 mois.

C'est assez compréhensible dans la mesure où cette génération obéit à des besoins plus immédiats (par exemple, elle sera plus susceptible d'épargner pour acheter un logement, élever ses enfants ou disposer d'un complément de salaire ou de revenu). En revanche, même si ce n'est pas forcément surprenant, la volonté d'épargner pour la retraite n'est pas encore très répandue au sein de cette génération.

D'une manière générale, la génération Y donne la priorité aux mêmes caractéristiques d'investissement que ses aînés (obtenir une performance supérieure à l'inflation et préserver le capital), et en moyenne, elle ne s'attend pas à vivre beaucoup plus longtemps à la retraite (21,5 ans contre 21 ans pour les plus âgés).

Cependant, cette catégorie d'investisseurs aura plus tendance à s'appuyer sur des revenus autres que la pension une fois à la retraite. De plus, c'est au niveau du niveau minimal de revenu attendu qu'elle se distingue le plus de ses aînés : en moyenne, la génération Y vise un revenu de 10,2 % par an, contre 8,4 % pour les investisseurs plus âgés. En outre, ils seraient beaucoup moins nombreux (41 % contre 60 %) à se satisfaire d'un revenu inférieur à 10 % et sont beaucoup plus nombreux (20 % contre 13 % des plus âgés) à nourrir des attentes irréalistes de 15 % de performance ou plus.

Conclusion

Jusque récemment, les marchés estimaient que l'environnement monétaire extrêmement accommodant ne durerait pas et qu'il n'était qu'un moyen de réponse à la crise financière mondiale. Le consensus pensait que tôt ou tard la croissance finirait bien par repartir, que les taux d'intérêt allaient remonter et que l'on renouerait avec une forme de normalité (ou du moins que l'on retrouverait des conditions semblables à celles d'avant la crise).

Mais aujourd'hui, huit années ont passé et ces espoirs sont de plus en plus maigres. Les États-Unis ont bien essayé de relever leurs taux, mais comme l'inflation est toujours très modeste à travers le monde, personne ne semble pressé de leur emboîter le pas ; d'ailleurs, la politique monétaire reste résolument accommodante au Japon, ainsi que dans la zone euro.

Si telle est notre nouvelle réalité, un grand nombre d'investisseurs vont devoir passer par un douloureux processus d'ajustement de leurs attentes. Sachant que les taux d'intérêt dans le monde sont inférieurs à 1 %, il est quasiment impossible d'obtenir une performance annuelle de 8 % ou 9 % sans prendre un niveau de risque important, d'autant que la préservation du capital fait aussi partie des grandes priorités des investisseurs.

L'enquête Schroders Global Investor Study 2016 montre que les investisseurs s'attendent à des performances appartenant à une époque révolue, et cela doit mettre en alerte toutes les parties prenantes du processus de planification financière à long terme.

Nos conclusions révèlent que beaucoup d'investisseurs n'ont pas conscience du niveau d'épargne ou de la durée de placement que leur projet nécessite. Parallèlement, on constate que la durée moyenne d'investissement est toujours relativement courte et qu'on ne fait plus grand cas du principe selon lequel un placement en actions doit idéalement s'effectuer sur le long terme.

Autant de conditions déstabilisantes pour les sociétés de gestion d'actifs, dont la mission est délicate : raisonner les attentes des investisseurs, tout en rappelant les avantages de l'épargne et du placement sur le long terme.

Remarques : à propos de l'enquête Schroders Global Investor Study 2016

Confiée par Schroders à Research Plus Ltd, cette enquête indépendante a été conduite en ligne entre le 30 mars et le 25 avril 2016 auprès de 20 000 investisseurs basés dans 28 pays (notamment l'Allemagne, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni). Au sens de cette enquête, un investisseur correspond à toute personne susceptible d'investir au moins 10 000 euros (ou une somme équivalente) au cours des 12 prochains mois et ayant modifié ses placements au cours des cinq dernières années. Ces personnes sont considérées comme représentatives de la population des investisseurs de chaque pays dans lequel a été menée l'enquête.

Information importante : Ce document n'est destiné qu'à des fins d'information et ne constitue nullement une publication à caractère promotionnel. Il ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente d'un instrument financier quelconque. Il n'y a pas lieu de considérer le présent document comme contenant des recommandations en matière comptable, juridique ou fiscale, ou d'investissements. Schroders considère que les informations contenues dans ce document sont fiables, mais n'en garantit ni l'exhaustivité ni l'exactitude. Nous déclinons toute responsabilité pour toute opinion erronée ou pour toute appréciation erronée des faits. Aucun investissement et/ou aucune décision d'ordre stratégique ne doit se fonder sur les opinions et les informations contenues dans ce document. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas nécessairement constantes dans le temps. Des fluctuations de taux de change peuvent avoir une influence à la hausse comme à la baisse sur tout investissement dans des devises étrangères. Publié par Schroder Investment Management Limited, 31, Gresham Street, London, EC2V7QA, société agréée et réglementée par la Financial Conduct Authority. Pour votre sécurité, les communications peuvent être enregistrées et surveillées.

Les données de tierces parties sont la propriété du fournisseur de données ou celui-ci y est autorisé sous licence, et ne peuvent être reproduites ou extraites et utilisées à aucune autre fin sans l'autorisation du fournisseur de données. Ces données sont fournies sans aucune garantie de quelque nature que ce soit. Le fournisseur des données et l'émetteur du document ne peuvent aucunement être tenus responsables par rapport aux données de tierces parties. Le prospectus et/ou www.schroders.fr contiennent les avertissements supplémentaires applicables aux données des tierces parties. FTSE International Limited ("FTSE") © FTSE 2016. "FTSE®" est une marque déposée de London Stock Exchange Plc et de Financial Times Limited. Elle est utilisée par FTSE International Limited dans le cadre d'une licence. Tous les droits sur les valeurs des indices FTSE et / ou les notations FTSE sont la propriété de FTSE et / ou de ses donneurs de licence. Ni FTSE ni ses donneurs de licence ne peuvent être tenus responsables des erreurs ou des omissions relatives aux indices FTSE et / ou notations ou données sous-jacentes FTSE. Aucune circulation des données FTSE n'est autorisée sans le consentement écrit expresse de FTSE.

0616/BEFR0616